

rorisait le pays, restant toujours insaisissable, jusqu'au jour où le colonel de Potier parvint à s'emparer de sa personne et de sa bande. La cour martiale opérant au nom du Gouvernement mexicain, le condamna à mort avec quelques-uns de ses grands premiers rôles, et ce joli monde fut exécuté. Ce dénouement de l'existence criminelle d'un sacrifiant n'était que logique. Pourtant il n'en fut pas jugé ainsi par une certaine presse de Mexico. Quatre journaux de quatrième ordre, enfants perdus du journalisme, eurent l'audace de prendre à partie le Gouvernement, le Maréchal, les autorités, la justice, d'une façon scandaleuse par l'insolence et le persiflage le plus grossier. Alors, le Maréchal, en vertu des pouvoirs que lui donnait l'état de guerre, fit appréhender et incarcérer les journalistes coupables et en rendit compte à l'Empereur. Aussitôt, grand émoi au palais. Maximilien fit demander des explications, risqua même quelques observations sur cette sévérité à l'égard de la presse du pays. Mais le Maréchal, qui devait avant tout faire respecter le Gouvernement et lui-même, ne voulut rien entendre, et déféra les journalistes à la justice compétente. Ceux-ci furent condamnés assez durement, du reste, à la prison et à l'amende. Quelques jours après, sous le prétexte ridicule que c'était l'anniversaire de son couronnement, Maximilien les gracia. C'était une lourde faute et une inconvenance indigne d'un souverain, à l'égard du Maréchal, qui avait le devoir de faire respecter sa couronne et de soutenir son trône. En guise de revanche, quinze jours après, deux journaux français sérieux, ayant eu le tort de discuter l'opportunité de quelques décrets récemment promulgués, furent l'objet d'un avertissement sévère. Décidément, cet étrange souverain avait autant de poids et de mesure que de lobes dans son cerveau !

Je ne puis résister à signaler encore un fait qui prouve combien était grande et déplorable l'inconséquence du jugement de ce prince, d'autant que cet incident s'est produit à la suite d'un événement dont le caractère tragique et dou-

loueux pour l'armée française, rendait encore plus inqualifiables les procédés de Maximilien.

Le 5 mai 1865, pendant la nuit, un violent incendie éclata dans une des rues les plus importantes de Mexico. Nos troupes de la garnison se portèrent, selon le règlement, sur le lieu du sinistre. C'étaient les zouaves du 3<sup>e</sup> régiment. Ces braves gens s'étaient précipités au secours des habitants en danger, conduits et dirigés par leur colonel, l'intrépide Tourre, lorsque le plancher d'un étage s'écroula sous lui et l'entraîna dans un brasier où on ne retrouva le lendemain qu'un corps carbonisé.

Le colonel Tourre était un des chefs les plus brillants du corps expéditionnaire, où il était aimé de tous, chefs et inférieurs, adoré dans son régiment. Cette horrible fin d'un brave fut une grande douleur et nous lui fîmes les plus solennelles funérailles. La moitié de la population de Mexico suivit, émue et recueillie, le cercueil du héros français. Mais il se trouva sur le passage de l'impressionnant cortège, un intellectuel de l'endroit, un Licenciado, qui eut l'impudence d'insulter le mort et les Français. Cet ignoble imbécile fut arrêté sur le champ par la foule, puis déféré au conseil de guerre qui le condamna aux travaux forcés.

L'incident douloureux de la mort du colonel Tourre semblait clos par cette condamnation toute naturelle. Il n'en fut rien, et le dernier épilogue du drame où périt le colonel du 3<sup>e</sup> zouaves fut fourni par l'Empereur Maximilien, qui, quelque temps après, signa la grâce du Licenciado mexicain. C'était décidément un parti pris ! Cette mesure inqualifiable fut très sévèrement jugée dans notre armée, et dans la population elle produisit la plus désagréable impression.

Après cette digression, destinée à déterminer par des faits probants l'état d'esprit dangereux dans lequel se trouvait l'Empereur du Mexique, je reviens à l'importance qu'avait pour nous, pour notre Empereur et pour les événements du Mexique, la lenteur déplorable que subissait fatalement l'échange des correspondances, et aux inconvénients graves

résultant des contre-temps que produisait trop souvent cet état de choses.

Dans la lettre qu'il écrivait, au commencement de mars, au Maréchal, Napoléon III, tout en ne redoutant pas une rupture absolue de la part des Etats-Unis, prescrivait néanmoins de veiller de ce côté et, ce qui était plus caractéristique, il autorisait le Maréchal à *conserver au Mexique toutes les troupes qui s'y trouvaient*.

Cette autorisation avait une grosse importance et était de nature à produire un grand effet moral au Mexique, à amener une détente dans l'inquiétude que répandait chez les uns le départ de nos troupes, à refroidir enfin les espérances des ennemis de l'Empire. Cette concession faite à une situation nouvelle, était pourtant contraire aux déclarations qui venaient d'être faites au corps législatif et à l'attente de l'esprit public en France. C'était une heureuse inspiration qui eut peut-être fait réfléchir et calmer le Gouvernement des Etats-Unis qui ne devenait audacieux dans ses manifestations d'hostilité qu'à mesure que nous paraissions céder à sa pression.

Malheureusement, cette décision heureuse arriva trop tard. Nos troupes étaient déjà parties et le principe de l'évacuation était effectivement consacré. A mon avis, ce fut un malheur dont le gouvernement de Maximilien fit retomber la responsabilité sur le maréchal Bazaine, ce qui rendit sa situation encore plus difficile.

En résumé, l'état politique dans Mexico, au foyer du gouvernement, commençait à présenter une anarchie dans laquelle il devenait fort difficile de manœuvrer, car les anciens partis, au lieu de se fondre dans le Gouvernement de l'Empire, s'accusaient de plus en plus, et de nouveaux même se formaient pour augmenter le désarroi politique. Ce désordre résultait de la maladresse qu'avait Maximilien de chercher à conquérir le parti libéral, son ennemi jusqu'alors. Il se jetait dans les bras des ralliés, les appelait dans ses conseils et, ce qui est pire, suivait leurs avis, leur

confiait des ministères et les appelait aux fonctions les plus importantes de l'Etat. Il aurait dû comprendre que cette matière politique humaine, qu'on appelle les ralliés, est des plus difficiles à manier et très dangereuse à employer, car pour un rallié qui est sincère, loyal et sûr, il y en a dix qui ne sont rien de tout cela et ont toujours en réserve des ferments de trahison ou tout au moins d'abandon. Ils sont toujours tièdes dans l'accomplissement de leurs nouveaux devoirs, ménageant forcément leurs amis de la veille. C'est ainsi que la plupart des préfets impériaux, non seulement ne soutenaient que mollement la cause impériale, mais encore beaucoup d'entr'eux continuaient secrètement leurs anciennes relations avec le parti de Juarez, ou même conspiraient dans l'ombre. Le Maréchal, très bien informé par les rapports de ses commandants militaires, s'en ouvrit plusieurs fois à Maximilien, lui montrant le danger, lui faisant ressortir l'impossibilité d'asseoir son gouvernement avec de tels agents, le suppliant enfin de surveiller les personnes dont il s'entourait ou en lesquelles il mettait sa confiance. Mais tous ces efforts dévoués et prudents se brisaient contre l'hostilité aveugle et haineuse de M. Eloin, qui tenait l'Empereur en tutelle absolue et ne le quittait pour ainsi dire jamais, afin de l'empêcher toujours de suivre ses propres inspirations.

Aussi, dans de telles conditions, l'exercice du pouvoir souverain était devenu, pour l'esprit peu solide du malheureux Maximilien, un fardeau qu'il supportait péniblement et l'obligeait fréquemment à un repos intellectuel en s'éloignant du foyer où bouillonnait l'olla-podreda des affaires politiques. C'est ainsi qu'au mois d'avril, il se décida à quitter Mexico et son alcazar de Chapultepec pour faire un petit voyage soi-disant d'agrément et de délassement avec le prétexte officiel d'aller reconnaître le tracé que devait suivre le chemin de fer en construction de Vera-Cruz à Mexico. Mais le moment de s'absenter était si mal choisi que je crois bien qu'en allant ainsi se promener sur la route de Mexico à Vera-Cruz où rien ne nécessitait son auguste

présence, il avait d'autres préoccupations que celles d'une vague villégiature, et que celles-ci avaient une certaine connexité avec l'hypothèse que j'ai déjà formulée à l'égard du maintien à Puebla de la fameuse légion autrichienne. En langage stratégique, je pourrais dire qu'il allait : « Assurer ses derrières » ! Sa Majesté partit donc le 18 avril, suivie de l'inévitable Eloin, et se mit en route vers Puebla, où il comptait conférer avec le fidèle général de Thun, qui, du reste, voulut l'accompagner jusqu'à Orizaba.

Il convient cependant de remarquer, au sujet de l'emploi que Maximilien semblait vouloir réserver aux troupes qu'il avait amenées d'Europe, que ce souci de maintenir sur sa ligne de communication avec Vera-Cruz la légion autrichienne ne s'appliquait qu'à celle-ci, en raison même de sa nationalité et du rôle extérieur que peut-être il comptait lui faire remplir. Il n'eut pas la même préoccupation à l'égard de la légion belge, bien que celle-ci fût une excellente petite troupe qui était sympathique, mais non autrichienne.

Aussi, lorsque, peu après son arrivée, son chef, le lieutenant-colonel Van der Smissen, eut exprimé à l'Empereur le désir de sa légion de ne pas se borner à un service de garnison, mais à coopérer aux opérations de guerre que faisaient l'armée française et les troupes mexicaines, l'Empereur consentit à la laisser partir pour prendre part au siège de Oajaca. La chute rapide de cette forteresse ne donna pas le temps aux Belges d'arriver, au grand regret de ces braves gens; alors le Maréchal les envoya guerroyer dans d'autres régions où opéraient nos troupes.

Le colonel Van der Smissen fut nommé commandant supérieur de la province de Morelia, alors occupée par le colonel de Potier, avec le 81<sup>e</sup> et des troupes impériales. Il partit le 4 mars 1865 avec toute sa légion, moins deux compagnies laissées à Chapultepec, pour garder cette résidence impériale; mais, en route, il reçut une dépêche du Maréchal l'informant qu'en raison des nouvelles peu favorables qu'il recevait, il maintenait provisoirement des troupes fran-

çaises dans cette province où semblait se manifester une importante levée de boucliers de la part de l'ennemi. Le colonel belge recevait, en outre, l'ordre d'aller occuper la ville de Zitacuaro, où un détachement de troupes impériales venait de se laisser surprendre et anéantir. Il faut remarquer que cette localité n'était qu'à 35 lieues de Mexico. Après s'être conformé à cet ordre, le colonel Van der Smissen poursuivit sa marche sur Morelia, où il n'allait pas tarder à mettre ses bons petits soldats aux prises avec les dures épreuves de cette guerre mexicaine.

En effet, à peine avait-il rejoint le colonel de Potier que celui-ci, avisé de l'apparition dans la province de forces dissidentes importantes, se décidait à entreprendre une expédition pour en débarrasser le pays. Il forma deux colonnes mobiles, l'une sous son commandement, l'autre avec les troupes belges aux ordres de leur chef. Une troisième colonne, comprenant quatre compagnies belges, fut envoyée dans le Sud pour occuper la ville de Tacambaro, à une quinzaine de lieues de Morelia. Les deux colonnes d'opération se mirent en route pour chercher l'ennemi; mais celui-ci se déroba sans cesse et, après plusieurs jours de marches et de contre-marches, pénibles mais infructueuses, les deux colonnes rentrèrent à Morelia, fatiguées sans avoir pu joindre l'ombre même des forces libérales. Le surlendemain du retour, l'ennemi prenait sa revanche de l'alerte qu'on lui avait infligée pendant quinze jours. A la nuit, le colonel Van der Smissen apprend par des cavaliers venus rapidement de Tacambaro que ce poste a été attaqué le matin même par des forces considérables et que les 300 Belges qui l'occupaient ont dû succomber. Le colonel court auprès du colonel de Potier et lui demande l'autorisation de se porter à leur secours avec les troupes qu'il a sous la main. Le colonel de Potier lui prescrit de partir immédiatement et lui dit qu'il le suivra dès le lendemain matin avec le 81<sup>e</sup>.

Le colonel belge partit à minuit, ayant 60 kilomètres à parcourir. Au jour, il rencontra des Indiens qui lui confir-

mèrent les premiers renseignements. Il continua sa marche malheureusement trop lente, car, à 10 heures du soir, il était encore à douze kilomètres de Tacambaro. Il n'avait donc fait que 2 kilomètres 400 à l'heure; c'était vraiment peu, même pour des troupes non entraînées, surtout dans une pareille circonstance. A pareille heure, nos soldats d'alors auraient surpris l'ennemi dans son premier sommeil et l'auraient exterminé. Quoi qu'il en fût, son avant-garde rencontrait un poste ennemi qui se repliait. En même temps, il recevait du colonel de Potier une dépêche l'informant qu'il ne pouvait le rejoindre que le lendemain 13, et l'invitait à se replier pour l'attendre afin de ne pas se compromettre contre des forces supérieures. Ce qui fut fait et, le 16, les deux colonnes entrèrent à Tacambaco d'où l'ennemi avait fui à leur approche, en y laissant les blessés et emmenant prisonniers les survivants belges.

Le major Tyngadt, commandant le détachement, s'était laissé surprendre et n'avait pas pris les mesures défensives que commandait la localité. Il n'avait même pas su tenir son monde convenablement disposé! Cependant, la résistance fut des plus honorables; mais, après cinq heures de lutte désespérée, il fallut succomber sous l'effort de 3.000 hommes et 4 canons, commandés par Pueblita et Regules, deux chefs libéraux des plus énergiques. Huit officiers, dont le commandant du poste, furent tués et plusieurs autres blessés. Les pertes en hommes de troupe furent également considérables. Mais, si le baptême du feu que recevait la légion belge avait été cruel, il n'en était pas moins glorieux. Si cette petite troupe avait été inexpérimentée, elle avait été brave, très brave, et l'honneur était sauf.

Quelques jours après, le colonel de Potier servit à l'ennemi, au brave Regules, l'épilogue de son facile succès à dix contre un. Il lui appliqua une poursuite de quatre jours, pendant laquelle son escadron du 5<sup>e</sup> hussards chargeait magnifiquement, au prix de 11 cavaliers tués et 20 blessés, dont le capitaine en second.

A la suite de ces événements, les environs de Morelia paraissant débarrassés des efforts des Libéraux, le Maréchal envoya sur d'autres points le colonel de Potier avec les troupes françaises qui occupaient cette ville, et confia au colonel Van der Smissen le commandement de cette province en concentrant dans ses mains toute la légion belge et lui envoyant divers détachements de troupes mexicaines, se conformant ainsi aux instructions que lui donnait l'Empereur Napoléon.

Enfin, il convient de faire remarquer qu'au moment où ces événements avaient lieu, presque aux portes de sa capitale, l'Empereur Maximilien partait en villégiature du côté de Puebla et d'Orizaba et allait conférer avec la légion autrichienne au repos, alors que la légion belge se faisait tuer bravement pour défendre son Empire. Bien plus, les sectaires gouvernementaux, inspirés par leur hostilité stupide et criminelle envers l'action française, avaient l'audace de répandre l'opinion calomnieuse que le colonel de Potier avait eu le tort de ne pas se porter au secours du détachement belge de Tacambaro. C'était encore une petite infamie qui ressort des événements antérieurs à cette catastrophe militaire et que j'ai exposés à dessein. Il était, en effet, impossible au colonel de Potier, aussi bien qu'au colonel des Belges lui-même, d'empêcher ce douloureux épisode de la guerre, car tous les deux n'ont appris l'attaque que lorsque la catastrophe était consommée depuis douze heures et qu'il y avait seize lieues à parcourir pour arriver sur le théâtre du combat.

Dans une pareille situation, le Maréchal avait vraiment besoin d'une dose de patience surhumaine pour supporter tous ces coups d'épingles. Heureusement que s'il était persécuté par les préoccupations les plus graves au point de vue des affaires sérieuses, les amertumes de sa haute mission étaient parfois agréablement tempérées par des distractions privées d'un autre ordre et qui lui semblaient fort agréables à savourer.

En effet, les relations qui s'étaient établies depuis des mois avec Mlle La Pena suivaient un cours doux et paisible, au travers de la vie officielle, Les rencontres, les promenades champêtres, les entrevues plus discrètes avec la séduisante Novia, se succédaient avec une constance pleine de promesses. Il fallait bien que cette idylle de haute volée eût enfin une sanction, surtout aux yeux inquiets des gens sérieux.

On parlait beaucoup d'un mariage, qui devait être sensationnel. Quant à nous, les intimes compagnons du grand chef, nous ne savions à quelle pensée il convenait de nous arrêter. Nous continuions notre rôle de spectateurs empressés, gracieux, obligeants même, pour la plupart d'entre nous. Je distingue ainsi pour nuancer les rôles car, en ce qui me concernait, dévoué comme je l'étais depuis longtemps au maréchal Bazaine, je me figurais que cette union, toute d'amour, de passion pour le moment, serait peut-être un jour un embarras pour un si grand personnage, étant donnés surtout son âge, 56 ans, et celui de la jeune personne, 21 printemps ! Avec cette disposition d'esprit, dans mon for intérieur, je n'étais pas partisan du mariage. J'eus même occasion de le laisser deviner, alors que le projet d'union définitive n'était pas encore entré dans la région sérieuse de l'esprit du Maréchal, bien au contraire. Un jour même, dans le mois d'avril, je l'accompagnais dans sa promenade presque quotidienne de l'après-midi au *Paseo*. Nous étions tous deux dans son coupé, allant et venant, croisant ainsi la file des voitures qui marchait en sens inverse, lorsqu'apparut, défilant à notre gauche une calèche découverte attelée de deux mules, le tout d'assez vieux style du reste. Mais qu'importait le *cotche*, dès lors qu'il portait la grâce et la beauté ? En effet, à côté de sa vieille tante, rayonnait la jolie Pepita. De ses grands yeux pénétrants, jaillirent deux éclats, deux rayons d'étoiles qui, glissant sous mon regard et mon salut, firent pâlir celles qui brillaient sur les épaules de mon glorieux voisin. Un délicieux et éloquent shake-hand,

esquissé par de minces et fluets petits doigts, termina l'apparition. Je restai hypnotisé par cette manifestation magnétique dont je compris le puissant effet. Mais le Maréchal, avec un accent étrange, me dit : « On prétend que je veux l'épouser !... Mais j'ai conservé de ma chère Marie un trop tendre souvenir ! » La chère Marie représentait sa première femme que j'avais bien connue et admirée. Cet appel à des sentiments passés et bien naturels m'impressionna. C'était peut-être avec intention qu'il m'avait confié ce doux et triste souvenir ? Je sentis venir sur mes lèvres l'expression d'une approbation de ce généreux sentiment, mais je sus conserver un silence discret et prudent. Puis, le Maréchal, reprenant la bonhomie souvent plaisante qu'il avait toujours avec ses officiers qu'il savait être des amis, se laissa aller à des réflexions assez guillerettes, auxquelles je m'associai avec une réserve déférente. J'acquis la conviction qu'il ne se déciderait pas à franchir le Rubicon du mariage, et nous rentrâmes gaiement au quartier général.

Quinze jours après, le maréchal Bazaine écrivait à l'Empereur Napoléon pour lui demander l'autorisation d'épouser Mlle La Pena !

L'événement qui se préparait ne fut bientôt plus un mystère et la cour assidue, classique et en quelque sorte officielle, commença dans toutes les règles de l'art d'une ardente passion, tempérée péniblement par les exigences de l'étiquette. Pepita qui, depuis le jour où, de façon si étrange, je la présentai au maréchal Bazaine, joua son rôle avec un merveilleux talent qu'elle soutint jusqu'au bout, savait nuancer ses effets, ses jeux de scène et la manifestation de ses sentiments dont la passion était réglée avec un tact des plus habiles, suivant les circonstances et les milieux ambiants. Très digne, très solennelle devant le grand monde, elle devenait expansive, réaliste, très chatte même, lorsqu'elle n'avait autour d'elle et de son glorieux novio que les intimes de la maison. C'est en une de ces occasions que, dans un moment d'expansion captivante, on l'entendit s'écrier :

« Oh, Monsieur le Maréchal, je sais que vous aimez beaucoup les enfants, eh bien, je vous en donnerai des beaux ! » Du reste, la consciencieuse épouse a tenu parole.

Hélas ! que sont-ils devenus ces enfants, bien innocents pourtant des malheurs qui ont accablé leur illustre père ?

La place des fils d'un Maréchal de France devait être dans l'armée française. Aussi, l'année suivante, lorsque le père, écrivant à l'Empereur, lui annonçait la naissance de son premier enfant, il ajoutait l'expression d'un vœu si tristement déçu : « Et je voue mon fils à l'armée de Votre Majesté. » Trente ans plus tard, cet enfant n'osant plus être Français, était devenu officier dans l'armée espagnole et fut tué, m'a-t-on dit, dans la guerre défensive de Cuba contre les Etats-Unis. Il avait rapproché sa tombe de son berceau !

Le Maréchal avait donc sollicité l'autorisation de se marier et envoyé au ministère de la Guerre les pièces réglementaires. Ces démarches étaient confidentielles, mais l'opinion générale était convaincue que l'événement se produirait. On disait même assez ouvertement, dans les hautes sphères officielles, que l'Empereur et l'Impératrice favorisaient ce projet d'union et l'encourageaient indirectement, l'Impératrice surtout. Les commentaires allaient leur train et on conjecturait même que les souverains y voyaient une portée politique, en considérant qu'après avoir épousé une Mexicaine, appartenant à une famille qui avait joué un certain rôle politique, le Maréchal se trouverait plus inféodé à la cause nationale du Mexique, pourrait rapprocher certains éléments du parti libéral et qu'enfin, peut-être, un jour viendrait où il s'attacherait plus particulièrement au pays.

Cette dernière appréciation était la plus grave. Elle émanait de ce parti qui existait depuis plus d'un an, même avant l'arrivée de Maximilien et qu'on a appelé *le parti français*, dont l'importance grandissait chaque jour. Ce parti qui ne voyait de solution possible et durable que dans un protectorat français placé à la tête d'un gouvernement autonome libéral, existait réellement et comprenait principalement les

modérés de tous les autres partis, aussi bien libéraux que réactionnaires et cléricaux. Il se révéla lorsque, ainsi que je l'ai déjà relaté, Almonte proposa au Maréchal de prendre la dictature, alors que Maximilien ne se décidait pas à venir. Il se révéla plus tard encore, quand Maximilien lui-même, sentant son trône s'effondrer sous lui, demanda au Maréchal de prendre la dictature sitôt après son abdication.

A mon sens, c'est pour faire échec à ce parti que la camarilla impériale et un grand nombre de personnages gouvernementaux battaient en brèche l'influence française et cherchaient à miner la popularité du Maréchal en mettant tout en œuvre pour ternir sa gloire, même aux yeux du Gouvernement français et de l'Empereur Napoléon.

Du reste, la situation ne tarda pas à se dessiner nettement et on commença à régler les détails de la cérémonie qui, en raison de l'importance du futur, allait avoir un caractère presque solennel. Quant à moi, tout en m'associant aux impressions sérieuses ou frivoles que l'événement inspirait à la cour et à la ville, j'avais à préparer mon esprit d'une façon spéciale. En effet, mon existence matérielle allait subir une modification importante, attendu qu'une maîtresse de maison véritable allait prendre possession du quartier général, la présence de ma femme au palais n'avait plus raison d'être et je me disposai à aller établir mon foyer domestique dans un home particulier. Au fond, je ne le regrettais pas, au contraire, et Mme Blanchot surtout ; si flatteuse que pût être pour une jeune femme le rôle que le Maréchal avait eu l'amabilité de lui confier, celui-ci n'en était pas moins très souvent une charge un peu lourde et délicate lorsqu'en réalité on n'est pas chez soi. J'eus la bonne fortune de trouver une élégante villa en rez-de-chaussée, située non loin du quartier général, à deux pas du *Paseo*, où j'allais être absolument indépendant, et quinze jours avant la cérémonie je transportai mes pénates... chez moi !

Ce fut, autant qu'il m'en souvient, par le courrier du 15 juin qu'arriva de France l'autorisation de mariage, ac-

cordée par l'Empereur. Aussitôt la nouvelle se répandit et on procéda aux préparatifs de la cérémonie que d'aucuns attendaient avec une impatience bien naturelle.

L'Empereur Maximilien et l'Impératrice Charlotte montrèrent spontanément, en cette circonstance particulière, que leurs sentiments personnels à l'égard du Maréchal n'étaient pas ceux qui ressortaient trop souvent de certains actes du souverain inspirés par son entourage, mais restaient empreints de l'affectueuse sympathie qu'ils éprouvaient, en leur âme et conscience, pour le caractère élevé et loyal de cet homme qui se dévouait chaque jour à leur cause. Leurs Majestés offrirent très gracieusement au Maréchal et à sa fiancée d'être respectivement leurs parrain et marraine, ainsi que c'est la coutume au Mexique, et déclarèrent que le mariage serait célébré au palais impérial de Mexico.

Le 26 juin 1865 eut lieu la cérémonie en présence de la cour, la garde palatine sous les armes, de tous les personnages français civils et militaires présents dans la capitale, de la maison militaire du Maréchal et enfin de toutes les dames françaises présentes à Mexico : Mme Osmont, femme du général chef d'état-major du corps expéditionnaire, très aimable et avenante personne, qui portait avec succès le prénom peu banal d'Olympe; Mmes de Courey, Magnan, de Rancy, Garcin, de Noue, Blanchot, représentant très brillamment la plus belle moitié de l'armée française.

Le mariage civil fut prononcé dans le grand salon du palais, par M. Wolff, intendant du corps expéditionnaire; puis le cortège se forma pour se rendre dans la chapelle impériale. L'Empereur conduisait la mariée, l'Impératrice était au bras du maréchal Bazaine. L'office fut célébré par l'abbé Testory, aumônier de l'armée française, et la bénédiction nuptiale solennellement donnée par l'archevêque de Mexico.

Enfin, un grand déjeuner nous réunit tous à la table impériale, où ruisselèrent les flots dorés du johannisberg et du champagne; et ce fut avec le vin français que l'Empereur

porta ce toast, bref mais très caractéristique par ses nuances : « Buons à la santé de notre cher Maréchal et à Madame Bazaine ! Que Dieu bénisse leur union ! » Quant à l'Impératrice, l'éloquence de ses sentiments se traduisit en un geste simple mais touchant : elle embrassa la jeune maréchale.

Ces manifestations sympathiques de la part des souverains adressées à la personne même du Maréchal accentuaient les sentiments constants d'estime et d'attachement qu'ils lui portaient; et, si parfois des conflits apparaissaient dans les relations officielles, ceux-ci n'étaient que superficiels et dictés, passagèrement seulement, par l'amertume des événements et des difficultés qu'ils créaient. Du reste, à ces témoignages, qu'on aurait pu qualifier de formalités de pure convenance, se joignit un acte d'une importance bien plus suggestive, qui témoignait d'une façon éclatante et matérielle la reconnaissance du souverain pour les services rendus par le Maréchal et l'armée française, et prenait enfin un caractère plus grand en associant la nation elle-même à ce sentiment. L'Empereur, désireux de consacrer par une dotation l'importance de sa gratitude et, craignant quelques difficultés de la part du chef de l'armée française au Mexique, tourna très habilement la position et constitua, au nom de la maréchale Bazaine, une dot digne de sa générosité princière. Il écrivit au Maréchal la lettre suivante (1) :

*Mexico, le 26 juin 1865.*

« Mon cher maréchal Bazaine,

« Voulant vous donner une preuve d'amitié personnelle ainsi que de reconnaissance personnelle pour les services rendus à notre patrie, et profitant de l'occasion de votre mariage, donnons à la maréchale Bazaine le palais de Buena-Vista, y compris le jardin et le mobilier, sous la réserve

(1) Il convient de remarquer que le document suivant est homologué par le Ministre d'Etat et le Grand-Maitre de la Cour. Il a donc force de loi d'après la constitution du pays.

que, le jour où vous retournerez en Europe, ou si, pour tout autre motif, vous ne vouliez plus rester en possession dudit palais pour la maréchale Bazaine, la nation reprendra le domaine, le Gouvernement s'obligeant, en pareil cas, à donner à la maréchale Bazaine, comme dot, la somme de cent mille piastres.

« Votre très affectionné.

« MAXIMILIEN.

« CASTILLO-ALMONTE ».

Ce magnifique palais et tout ce qu'il contenait devenait ainsi la propriété du Maréchal et de sa femme; aussi je ne regrettai pas, alors, par les transformations que j'avais fait subir à son parc, de lui avoir donné une plus-value importante, mais je le regrette à présent. En effet, cette résidence de grand seigneur devint, paraît-il, après la chute sanglante de son généreux donateur, la proie d'un Mexicain qui avait ourdi et dirigé la trahison de Maximilien, à qui elle fut donnée par Juarez en acompte sur la somme promise au traître Lopez.

La nation mexicaine avait bien l'obligation de rembourser cent mille piastres à la maréchale Bazaine, mais naturellement elle s'en dispensa. Peut-on lui en faire un reproche? Pourquoi pas?

## CHAPITRE XVII

### COMPLICATIONS INTÉRIEURES et EXTÉRIEURES

Du 1<sup>er</sup> Juillet au 1<sup>er</sup> Septembre

Accalmie dans les relations entre l'Empereur et le Maréchal. — Hostilité des Américains. — Incidents de la frontière américaine. — Inquiétudes à Paris. — Rapports du Maréchal. — Armée américaine. — Situation à l'intérieur. — Récriminations de Maximilien. — Incident d'un préfet et du colonel Van der Smissen. — Désordre dans les administrations. — Missions scientifiques. — Général de Thun. — Le Gouvernement américain à Paris. — Instructions de l'empereur Napoléon. — Occupation de Chihuahua. — Evacuation de cette ville. Conséquences. — Incident Brincourt. — Rôle du général Douay. — Situation difficile du Maréchal. — Rumeurs malveillantes. — Le ministre de France, M. Dano. — Les fonctionnaires financiers mexicains. — M. Langlais. — Générosité du Maréchal envers la cassette impériale. — Forcement de caisse.

L'événement survenu dans la vie privée du Maréchal, et caractérisé par les excellents sentiments de Maximilien à son égard, pouvait faire espérer que les bonnes relations officielles seraient maintenues. Il y eut, en effet, une accalmie dans les dissensions politiques, due, sans doute, à la conclusion du fameux deuxième emprunt si impatientement désirée par le Gouvernement aux abois. Cet emprunt, souscrit à Paris, grâce aux efforts du Gouvernement français, intéressé directement puisqu'il allait prélever sur ces fonds une partie des sommes à lui dues par le Mexique, cet emprunt, dis-je, allait produire 250 millions. Ce fut un mirage de fortune pour le gouvernement et la